



Recueil de la jurisprudence

Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 19 décembre 2012 – Commission / Irlande

(affaire C-279/11)

«Manquement d'État — Directive 85/337/CEE — Évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement — Transposition incorrecte — Annexe II — Point 1, sous a) à c) — Arrêt de la Cour — Constat de l'existence d'un manquement — Article 260 TFUE — Sanctions pécuniaires — Somme forfaitaire — Capacité de paiement de l'État membre — Crise économique — Appréciation sur la base de données économiques actuelles»

1. *Recours en manquement — Arrêt de la Cour constatant le manquement — Délai d'exécution — Date de référence pour apprécier l'existence du manquement (Art. 228, § 2, CE; art. 260, § 2, TFUE) (cf. points 18, 19)*
2. *Recours en manquement — Arrêt de la Cour constatant le manquement — Manquement à l'obligation d'exécuter l'arrêt — Sanctions pécuniaires — Imposition d'une somme forfaitaire — Pouvoir d'appréciation de la Cour — Critères d'appréciation (Art. 260 TFUE) (cf. points 65-67, 70, 72)*
3. *États membres — Obligations — Manquement — Justification tirée de l'ordre interne — Inadmissibilité (Art. 260 TFUE) (cf. point 71)*
4. *Recours en manquement — Arrêt de la Cour constatant le manquement — Manquement à l'obligation d'exécuter l'arrêt — Sanctions pécuniaires — Somme forfaitaire — Détermination du montant — Critères — Incidence des lignes directrices de la Commission (Art. 260 TFUE) (cf. points 76-78)*

Objet

Manquement d'État – Non exécution de l'arrêt de la Cour du 20 novembre 2008, Commission/Irlande (C-66/06), concernant la violation des articles 2, paragraphes 2, 3 et 4, de la directive 85/337/CEE du Conseil, du 27 juin 1985, concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement (JO L 175, p. 40), telle que modifiée par la directive 97/11/CE du 3 mars 1997 (JO L 73, p. 5) – Demande d'imposition d'une astreinte et d'une somme forfaitaire.

Dispositif

- 1) En ne prenant pas les mesures nécessaires pour se conformer à l'arrêt du 20 novembre 2008, Commission/Irlande (C-66/06), l'Irlande a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 260 TFUE.
- 2) L'Irlande est condamnée à payer à la Commission européenne, sur le compte «Ressources propres de l'Union européenne», une somme forfaitaire de 1 500 000 euros.
- 3) L'Irlande est condamnée aux dépens.